Compte rendu – Jour 1

Webinaire du Secours populaire

"Crise sanitaire et solidarité, quels impacts sur le système alimentaire de demain ?"

Mercredi 26 mai 2021

Focus: "L'impact de la crise sanitaire sur l'alimentation en France, et Salvador et au-delà"

Introduction:

Introduction d'Houria Tareb, Secrétaire Générale du Secours populaire Haute-Garonne, qui remercie les participants et intervenants, notamment les Salvadoriens, pour leur présence. Les objectifs de ce webinaire sont évoqués, principalement l'échange autour des systèmes alimentaires permettant de proposer une alimentation de qualité pour tous, une problématique importante pour le Secours populaire. Cela s'inscrit dans le cadre de sa coopération depuis plus de 10 ans avec la commune rurale de Comasagua au Salvador, sur les thématiques agricoles et alimentaires, la lutte contre les inégalités et le respect des droits humains.

Après un rappel du programme de ces deux demi-journées, Céline, facilitatrice du collectif La Volte se présente. Son rôle est d'animer le webinaire, introduire les intervenants, faire remonter des questions, faciliter les échanges...

Julien Revenu, facilitateur graphique est ensuite introduit. Lors de ce webinaire il dessinera en direct, pour illustrer et synthétiser les prises de paroles des intervenants ainsi que les échanges. Ces planches seront exposées en fin de chaque présentation, puis transmises aux participants.

La parole est enfin laissée à Fidel Nieto, recteur de l'Université Luthérienne Salvadorienne. Il commence son intervention en félicitant cette initiative et est heureux d'y participer. Revenant à la problématique, il explique qu'au Salvador, il existe depuis toujours un déficit de souveraineté alimentaire, mais qui est encore plus important depuis le début de la crise sanitaire. En effet, le Salvador est dépendant d'importations alimentaires d'autres pays comme le Nicaragua et surtout le Mexique. Fidel rappelle que l'ULS a parmi ses objectifs de former des personnes qui pourront chercher une solution à ce problème. Dans cette optique, il félicite la Canasta Campesina, qui grâce à sa production maraîchère agroécologique a permis de multiplier les emplois et revenus, ainsi qu'une autonomie alimentaire de qualité. Il souligne que l'État va mettre en place une réforme agricole permettant de recentrer l'agriculture au Salvador, et espère que les initiatives de ce type vont se multiplier.

Intervention de Grazyna Marcinkowska, chargé d'études chez FranceAgriMer :

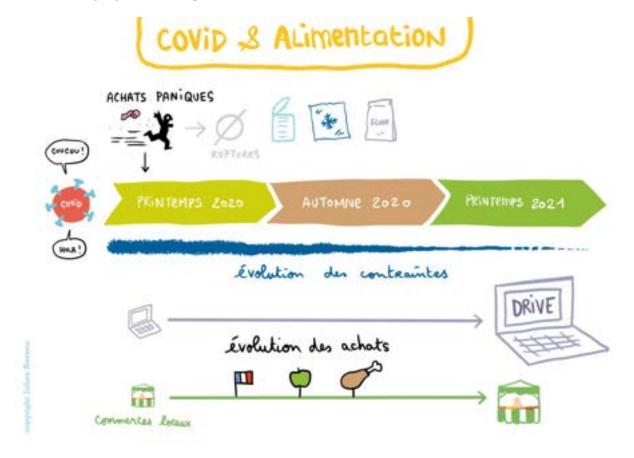
La première intervention est celle de Grazyna Marcinkowska, chargée d'étude consommation pour FranceAgriMer. Sa présentation a pour but d'introduire la problématique avec une approche chiffrée et théorique sur l'impact de la crise sanitaire sur la consommation alimentaire en France.

Elle rappelle dans un premier temps que nous pouvons observer 2 types d'impact suite à la crise sanitaire :

- Les impacts immédiats : les changements observés pendant le confinement
- Les impacts à long terme, plus dur à évaluer, la crise sanitaire a-t-elle accéléré, ralenti, ou cassé nos tendances de consommation ?

Ensuite, il est important de rappeler que les 3 confinements ont été très différents, et que le premier est celui qui a le plus modifié les habitudes. Des achats paniques importants ont été observés avant l'annonce du confinement, les taux de disponibilités étaient bas. Les Français étaient alors tournés vers une logique de ravitaillement et non d'approvisionnement. Le retour en force des produits bruts et du fait maison a été observé, les hypermarchés ont été délaissés, au profit des magasins de proximité (+59%).

De plus, nous pouvons noter que les consommateurs se sont plus tournés vers la vente directe en 2020 qu'en 2019, certainement dû à la crise sanitaire. Cela représente +35% pour les légumes et +22% pour la viande, ainsi qu'une augmentation de 22% chez les primeurs et 13% pour les bouchers (données Kantar). Les mentalités semblent aussi avoir évolué, 92% des consommateurs souhaitent consommer français, 78% localement et rémunérant les producteurs, même s'ils doivent payer un peu plus cher. La solidarité envers les agriculteurs semble se poursuivre, car seulement 31% pensent que les agriculteurs sont bien rémunérés et 41% qu'ils sont assez soutenus. Est-ce une tendance qui pourrait se confirmer avec le témoignage de Véronique Ducombs ?



Intervention de Véronique Ducombs du GAB65 :

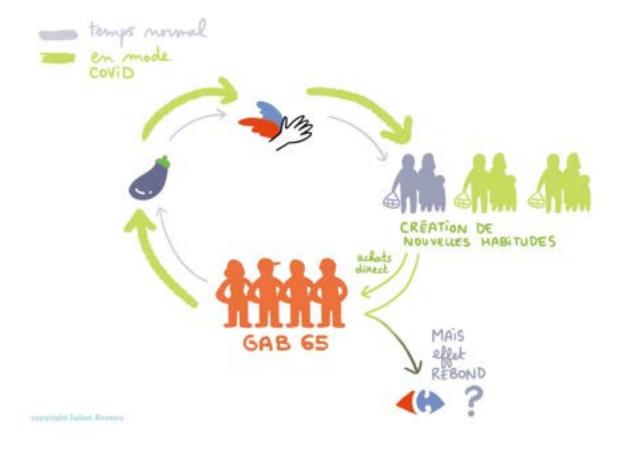
Véronique Ducombs est membre du Groupement des Agriculteurs Bio des Hautes-Pyrénées. Le GAB65 est né de producteurs, travaillant dans une certaine marginalité au niveau de la production et de l'administratif, qui ont eu un besoin de regroupement et de collectif. Le GAB65 propose un travail porté sur la solidarité et l'accompagnement afin de mettre toutes les chances de leur côté au niveau de la production et commercialisation. Ils travaillent dans l'objectif d'être libres et acteurs de leur alimentation.

Ils réfléchissent aussi sur plusieurs problématiques, comme les semences paysannes, le marché complexe de la viande, ainsi que la restauration collective et sociale. Ils travaillent en coopération avec le Secours populaire sur ce dernier volet. Les producteurs du GAB65 proposent par exemple leurs produits (fruits, légumes...) au Spf65. Les familles accueillies y participent à hauteur de 50%, les 50% restants sont pris en charge par le Spf65. Ils contribuent alors à un enjeu actuel qui consiste à rendre accessible une alimentation durable et qualité pour tous en proposant des produits de qualité aux familles aidées.

Concernant la crise sanitaire, les producteurs ont observé de nombreuses évolutions. Tout d'abord, les restrictions ont impacté le tourisme et donc la consommation, mais aussi la venue de saisonniers.

Au niveau de la commercialisation et de la consommation lors du premier confinement, le timing entre l'offre et la demande a été compliqué. En effet, la demande de produits en vente directe a fortement augmenté, alors que les mois de mars, avril et juin sont une période creuse en maraîchage. La tendance s'inverse suite au déconfinement, la demande baisse tandis que la production de légumes est en hausse durant la période estivale. Les consommateurs semblent retourner vers la grande distribution, délaissant ainsi la vente directe. Écoulant alors difficilement leur production, le Secours populaire 65 a acheté 9 tonnes de produits frais, soutenant ainsi les agriculteurs du GAB65.

Au-delà de l'aspect commercial et de l'accompagnement, le GAB65 permet d'entretenir le lien entre les producteurs, consommateurs, et de renforcer la démocratie alimentaire.



<u>Intervention de Yves Le Bars, président du CFSI :</u>

Vient alors l'intervention d'Yves Le Bars, président du Comité Français pour la Solidarité Internationale. Le CFSI est co-financeur du projet et participe à l'initiative CAAC, Coopérer Autrement en Acteurs de Changement. L'intervention a été préparée par Yves Le Bars, avec l'appui pour quelques slides de Nicolas BRICAS, chercheur au CIRAD. Elle aura une portée internationale sur l'impact de la Covid, et notamment en Afrique de l'ouest.

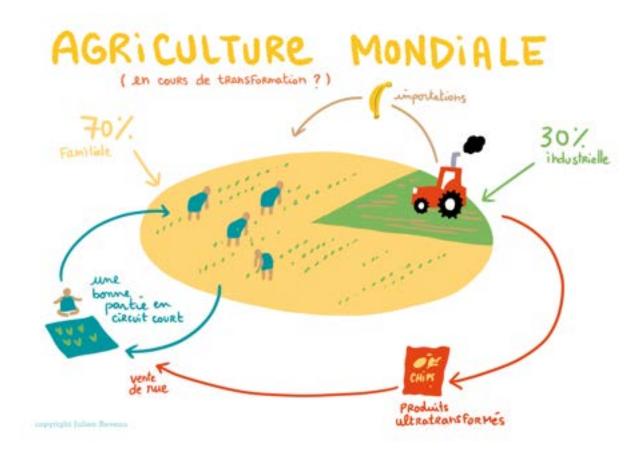
Quelques chiffres sur l'agriculture et alimentation mondiale : 70% de l'agriculture mondiale est aujourd'hui familiale, sur petite surface 72% possède moins d'1ha et 94% moins de 5ha. Les 30% restants représentent la part de l'agriculture industrielle.

Malheureusement, 0,9 milliard d'habitants souffrent aujourd'hui de la faim, et paradoxalement ¾ d'entre eux sont des ruraux. En effet, leur production familiale n'est pas tournée vers l'autoconsommation, mais exportée dans les villes. Les ruraux sont alors contraints d'acheter des produits souvent industrialisés et de moins bonne qualité, pouvant occasionner carences et obésité.

Concernant les répercussions de la crise sanitaire, la souveraineté alimentaire a été mise à rude épreuve dans les pays du Sud. En effet, les confinements ont induit d'un côté des pertes d'emplois et la diminution des salaires, et de l'autre, des restrictions sur les échanges, provoquant une hausse du prix des produits. Le tout entraînant donc une accentuation de la précarité et une sécurité alimentaire encore plus instable. De nombreux acteurs en ont souffert comme les filières dépendantes des marchés mondiaux, les ruraux isolés, ou encore les urbains sans revenu. C'est aussi le cas de ceux qui s'étaient tournés vers un mode de consommation occidental, qui ont été fragilisés par la diminution du commerce et la hausse des prix. Cependant, certains s'en sont mieux sortis lors de cette période difficile, comme les agriculteurs en agrobiologie, moins dépendants des approvisionnements internationaux, tout comme les collectivités ou entreprises ayant des stocks importants. La pluriactivité, notamment en milieu rural, fut un atout pendant cette période, tout comme les entreprises et coopératives de transformation locale.

Des solutions existent concernant la pérennité des systèmes alimentaires, comme le recommande IPES Food en 2020. Il faut agir immédiatement pour protéger les plus vulnérables, créer des systèmes alimentaires agroécologiques résilients, rééquilibrer le pouvoir économique pour le bien public et enfin réformer la gouvernance des systèmes alimentaires internationaux. De plus, concernant l'aide alimentaire solidaire, la France semble encore classique! En effet, une aide budgétaire aux familles serait peut-être plus efficace qu'une aide alimentaire?

Pour conclure, voici quelques pistes. Nous avons observé une agriculture familiale qui a résisté à la crise, elle pourrait être plus soutenue par les Etats. Il faut aussi travailler sur le lien urbains/ruraux pouvant déboucher sur un système hybride le plus local possible. Une mise en garde est aussi importante sur la banalisation de l'occidentalisation de la consommation qui devrait être délaissée au profit de la transformation locale, génératrice d'emplois et de revenus.



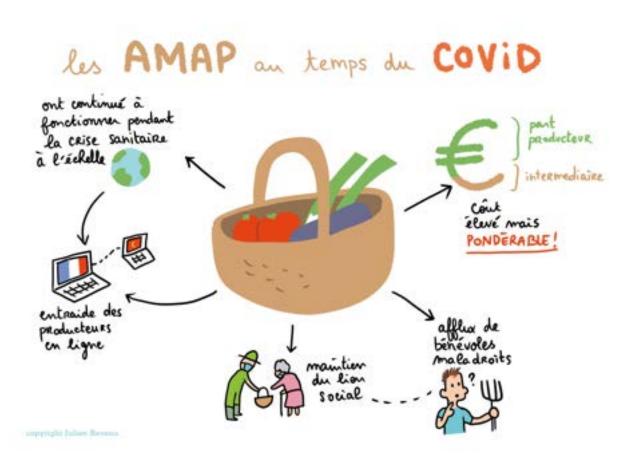
<u>Intervention de Judith Hitchman, présidente d'Urgenci :</u>

Judith Hitchman est présidente d'Urgenci International Network. Elle a plus de 45 ans d'expérience internationale dans la formation à la communication interpersonnelle et la gestion participative, avec une spécialisation dans la gestion des différences de culture au sein des réseaux internationaux de développement local durable, ainsi que les processus internationaux. Depuis quelques années, elle concentre ses efforts sur la souveraineté alimentaire, elle est actuellement présidente d'Urgenci, le réseau mondial de l'Agriculture Soutenue par les Citoyens (les AMAPs en France). Urgenci est un mouvement social des réseaux d'AMAPs qui représente près de 3 millions de personnes dans le monde entier. Elle a détenu un mandat de représentante du secteur des Consommateurs au sein du Mécanisme de la Société Civile et des Peuples Indigènes du Comité de Sécurité Alimentaire et Nutrition des Nations Unies à Rome pendant 4 ans. Elle est aussi co-cordonnatrice du Conseil d'Administration du RIPESS Intercontinental, le réseau international de l'Économie Sociale et Solidaire. Elle participe à de nombreux processus des Nations Unies et de l'Europe pour contribuer à la promotion de la souveraineté alimentaire et l'économie solidaire en tant que vecteurs d'une alternative ancrée dans les droits humains, et un changement au paradigme économique existant. Les aspects clefs de son travail se trouvent donc dans la prise en compte des Partenariats Locaux Solidaires et de la souveraineté alimentaire. Plus largement, dans la politique générale des Nations Unies et de l'Europe, ainsi que la construction des ponts entre celle-ci, l'économie solidaire et l'agro-écologie, les trois piliers clefs du travail d'Urgenci.

Après un retour intéressant sur les autres interventions, Judith rappelle le système des AMAP. Elle insiste ensuite sur leur rôle, elle permet de maintenir le lien social, au-delà de l'alimentation. De plus, l'accès aux AMAP n'est pas forcément inaccessible financièrement, et est un système plus égalitaire que les achats en grande distribution. Pour Judith, ni les producteurs ni les consommateurs ne sont gagnants d'un achat en supermarché, l'emprise des intermédiaires est trop importante.

Elle donne l'exemple du fonctionnement d'AMAPs en Allemagne, où l'on paye en fonction de son revenu, facilitant alors l'accès à un panier de qualité pour tous. C'est aussi le cas au Brésil, où les surplus de production ont été distribués dans les favelas qui ont énormément souffert pendant la crise sanitaire. Autre conséquence de la crise sanitaire, la demande en paniers a explosé en Chine avec une hausse de 300 à 400%. Ceci représente un problème car l'offre est peu flexible est amène à une logique de regroupement de producteurs.

De plus, l'emploi est un facteur primordial pour la souveraineté alimentaire. Il est générateur de revenu et permet donc d'être acteur de son alimentation. L'économie sociale et solidaire est un autre facteur de réussite pour cet objectif. Les consommateurs sont de plus en plus soucieux de leur alimentation, et prennent conscience qu'elle va de pair avec la santé. Un point important pour l'avenir des systèmes alimentaires durables, qui pourrait être allié avec le renforcement du lien/producteur, l'agroécologie, l'économie sociale et solidaire, pour développer au maximum notre conscience alimentaire.



Intervention de Kasandra Villa Portillo Alvarado, présidente de la Canasta Campesina :

Tout d'abord productrice, Kasandra est aujourd'hui présidente de la Canasta Campesina à Comasagua. C'est une coopérative dirigée par des femmes et des jeunes qui propose des paniers alimentaires sur le système des Amaps. La coopérative existe depuis 2011 et travaille dans une logique de production agroécologique sur de petites surfaces. Elle regroupe 107 producteurs, pour 140 adhérents, livre dans 20 points relais, produit unilatéralement (sans offre) et est maintenant connue dans le pays. Les adhérents payent 50% du panier avant réception, permettant de financer les besoins liés à la production. Elle a également été soutenue par le Secours populaire à travers le financement de paniers, de produits d'hygiène et de masques. La Canasta Campesina existe légalement depuis 7 ans, et a une réelle envie de discuter sur les systèmes alimentaires et d'échanger sur son initiative.

La coopérative travaille selon trois axes : l'organisation, la production, la commercialisation. Cette rigueur leur met une forte résilience qui leur a permis de continuer leur activité pendant la pandémie et de développer son activité. En effet, l'agriculture salvadorienne reste habituellement au second plan au niveau économique, mais a été mise en lumière pendant les confinements. Les importations ont été limitées, les Salvadoriens se sont donc tournés plus facilement vers la production locale, et notamment dans la commune de Comasagua. Cela a soulevé un point important, la différence entre se nourrir et manger. Au-delà de l'aspect alimentaire, ces périodes ont permis aux jeunes et femmes de la coopérative de développer un leadership et gagner en expérience, en organisant notamment la livraison de tous les paniers, démarche aujourd'hui poursuivie. La demande s'est accentuée "grâce" à la crise, car les consommateurs ont souhaité davantage se tourner vers les standards de qualité et de transparence de la coopérative. Ce système de commercialisation est bénéfique pour les producteurs et les consommateurs, car les intermédiaires sont évités.

Pour conclure, les activités de la Canasta Campesina permettent de proposer des produits frais de qualité, tout en générant de l'emploi, du revenu, et offrant des responsabilités aux jeunes. Leur production résiliente leur a permis de ne pas être impacté par la crise et même de se développer. Ils veulent poursuivre dans cette direction en sensibilisant davantage, en invitant les consommateurs dans leurs jardins potagers, en échangeant entre paysans, et en initiant les enfants à l'agriculture, ainsi qu'à la sécurité et à la souveraineté alimentaire.



<u>Débat</u>

Après ces temps d'intervention, la parole est libre pour les questions ou autres interventions.

Pour César Erazgo, Directeur de recherche à l'Université Luthérienne Salvadorienne, le Salvador est un pays toujours en crise à cause de ses dirigeants, mais la crise sanitaire a montré la face sombre d'une société capitaliste et corrompue. La production agricole locale est compliquée, il prend comme exemple le prix de l'eau. Pour lui, l'organisation est la clé face à l'évolution brutale de ce système. Et au cœur de cette problématique, la Canasta apporte la lumière à l'obscurité, les gens sont humbles, modestes, soudés qui peuvent changer le monde.

Yuna Chiffoleau, chercheuse pour INRAE réagit aussi aux interventions, et apprécie la vision internationale de la crise apportée lors du webinaire. Elle demande quelques informations aux Salvadoriens. De son côté, elle prône un changement d'alimentation et une relocalisation des productions. Pour rappel, elle a co-écrit "Manger au temps du coronavirus", analysant de nombreux témoignages sur l'alimentation et la crise sanitaire.

Ever Valles, maire de Comasagua, fait un état des lieux chiffré du Salvador, et souligne le fait que seulement 20% de la nourriture consommée dans le pays est salvadorienne. Nous pouvons alors nous poser la question de comment nourrir toute cette population localement? En effet, les importations ne sont pas stables pour l'essor du pays et pour l'emploi. Des initiatives comme la Canasta Campesina sont une solution pour Ever Valles car elles permettent de recentrer la production à l'échelle nationale et locale. Cela entraîne alors une hausse de la production, des emplois, des ventes et donc des revenus, tout en permettant de développer une "conscience verte".



Conclusion:

La journée a été conclue par le facilitateur graphique Julien Revenu, qui est revenu sur chacune de ces planches.

Conclusion de la journée par Houria Tareb, qui remercie les participants puis introduit la journée suivante.